



**PRÉFET  
DES HAUTS-DE-SEINE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la citoyenneté  
et de la légalité**

**Arrêté préfectoral DCL/BEICEP n°2026-167 du 24 avril 2026 autorisant la société SOGEPP, à exploiter une nouvelle installation de réception, stockage et d'expédition de pétrole brut dans son dépôt pétrolier sis au 27, route du Bassin n°6, 92230 Gennevilliers.**

**LE PREFET DES HAUTS-DE-SEINE**

**Vu** le code de l'environnement et notamment son titre 1er du livre V,

**Vu** le décret du 15 avril 2022 portant nomination du secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine, sous-préfet de Nanterre (classe fonctionnelle I) - M. GAUCI (Pascal),

**Vu** le décret du 31 octobre 2024 portant cessation de fonctions et nomination du préfet des Hauts-de-Seine – M.BRUGERE Alexandre,

**Vu** l'arrêté ministériel du 31 mars 1980 relatif à la réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion,

**Vu** l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation,

**Vu** l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation modifié par l'arrêté du 24 septembre 2020 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés exploités au sein d'une installation classée soumise à autorisation au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement,

**Vu** l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,

**Vu** l'arrêté ministériel du 12 octobre 2011 relatif aux installations soumises à autorisation au titre de la rubrique 1434-2 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement,

**Vu** l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement,

**Vu** l'arrêté préfectoral du 3 octobre 1995 autorisant l'exploitation régulière des installations de SOGEPP implantées sur le territoire de la commune de Gennevilliers,

**Vu** l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2012 portant approbation du plan de prévention des risques technologiques (PPRT) des dépôts pétroliers TRAPIL et SOGEPP à Gennevilliers,

**Vu** l'arrêté préfectoral du 17 novembre 2022 imposant à la société SOGEPP des prescriptions techniques complémentaires visant à encadrer de nouvelles installations classées pour la protection de l'environnement qu'elle exploite au 27, route du Bassin n°6 à Gennevilliers,

**Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire DCPAT n°2023-67 du 22 mai 2023 visant à imposer à la société SOGEPP de nouvelles prescriptions techniques conformément à la nouvelle version de l'étude de danger validée pour les installations classées pour la protection de l'environnement qu'elle exploite au 27, route du Bassin n°6 à Gennevilliers,

**Vu** l'arrêté préfectoral SGAD n° 2026-05 du 28 janvier 2026 portant délégation de signature à monsieur Pascal Gauci, sous-préfet, secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine,

**Vu** la circulaire du 10 mai 2010 récapitulant les règles méthodologiques applicables aux études de dangers, à l'appréciation de la démarche de réduction du risque à la source et aux plans de prévention des risques technologiques (PPRT) dans les installations classées en application de la loi du 30 juillet 2003,

**Vu** le dossier de demande d'autorisation environnementale déposé par la société SOGEPP le 10 décembre 2024, complété le 29 avril 2025,

**Vu** la note en date du 18 février 2025 de monsieur l'adjoint à la cheffe du service risques chroniques du service risques et installations classées de Paris et des Hauts-de-Seine DRIEAT d'Île-de-France proposant de procéder à la consultation du public par voie électronique (CPVE) selon les modalités fixés par l'article L.181-10-1 du code de l'environnement,

**Vu** la décision n°E25000023/95 du président du tribunal administratif de Cergy-Pontoise portant désignation du commissaire enquêteur, en date du 16 mai 2025,

**Vu** la visite du dépôt pétrolier SOGEPP réalisée le 15 avril 2025 par l'inspection des installations classées,

**Vu** le courrier de demande complémentaire de l'inspection des installations classées, en date du 15 avril 2025,

**Vu** la dernière version de l'étude de danger transmise par l'exploitant le 29 avril 2025,

**Vu** la note en date du 14 mai 2025 de monsieur l'adjoint à la cheffe du service risques et installations classées de Paris et des Hauts-de-Seine DRIEAT d'Île-de-France proposant d'ouvrir la phase de consultation du public selon les modalités prévues par l'article L.81-10-1 du code de l'environnement et d'en informer le pétitionnaire sur le fondement du II de l'article R.181-17 du même code,

**Vu** la note d'information relative à l'absence d'observation n°APJIF-2025-089 de la Mission Régionale de l'Autorité Environnementale (MRAE) rendu le 24 septembre 2025 sur le projet porté par la société SOGEPP,

**Vu** la consultation du public par voie électronique qui s'est tenue pour avis, du 1<sup>er</sup> septembre 2025 au 1<sup>er</sup> décembre 2025, dans les communes incluses dans le périmètre des 2 km autour du site d'implantation du projet inclus dans le périmètre de l'enquête publique,

**Vu** l'accomplissement des formalités d'affichage dans ces communes,

**Vu** les réunions publiques qui se sont tenues, le 8 septembre 2025 pour la réunion d'ouverture et le 20 novembre 2025 pour la réunion de clôture,

**Vu** la publication de l'avis d'affichage, quinze jours avant le début de l'enquête et rappelée dans les 8 premiers jours de son ouverture dans deux journaux locaux publiés dans les départements des Hauts-de-Seine(92), de la Seine-Saint-Denis (93) et du Val d'Oise (95),

**Vu** les observations émises par la société SOGEPP sur le procès-verbal de synthèse des observations de l'enquête publique transmis par la commissaire enquêteur,

**Vu** le registre d'enquête, et le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur rendus le 10 décembre 2025, comme suite à la consultation du public par voie électronique portant sur la demande d'autorisation environnementale,

**Vu** les avis émis par les conseils municipaux des communes et les collectivités territoriales et leurs groupements intéressés par le projet dans les départements des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis, du Val d'Oise,

**Vu** les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R. 181-18 à R.181-32 du code de l'environnement,

**Vu** le rapport de madame la cheffe du département du service risques et installations classées de Paris et des Hauts-de-de-Seine DRIEAT d'Île-de-France, en date du 24 février 2026 proposant au préfet de soumettre à l'avis des membres du Conseil Départemental des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST) un projet d'arrêté d'autorisation de la demande déposée par la société,

**Vu** les observations présentées par le pétitionnaire sur ce projet en date du 3 mars 2026;

**Vu** le courrier préfectoral en date du 9 mars 2026 communiquant à l'exploitant les propositions de prescriptions de madame la cheffe du département du service risques et installations classées de Paris et des Hauts-de-de-Seine de la DRIEAT et l'informant de la faculté qui lui était réservée d'être entendu par le CODERST dans sa séance du 17 mars 2026,

**Vu** l'avis favorable émis à l'unanimité par le CODERST dans sa séance du 17 mars 2026,

**Vu** le courrier préfectoral en date du 27 mars 2027 communiquant à l'exploitant le projet d'arrêté préfectoral d'autorisation établi conformément à l'avis du CODERST du et l'informant de la possibilité qu'il avait de présenter des observations dans un délai de 15 jours à compter de la réception dudit courrier ;

**Vu** les observations émises par la société par courrier du 8 avril 2026,

**Considérant** que le projet présenté par la société SOGEPP relève de la procédure d'autorisation environnementale et vise à exploiter une nouvelle installation de réception, stockage et d'expédition de pétrole brut dans son dépôt pétrolier sis au 27, route du Bassin n°6, 92230 Gennevilliers,

**Considérant** que le dossier de demande d'autorisation a été jugé complet et régulier dans le rapport du 24 février 2026 du service risque et installations classées de Paris et des Hauts-de-de-Seine de la DRIEAT précité, notamment au regard des articles R.181-12 à D.181-15-12 du code de l'environnement ,

**Considérant** les avis favorables émis par les conseils municipaux des communes de Gennevilliers le 24 septembre 2025 et d'Argenteuil le 7 octobre 2025,

**Considérant** les avis favorables émis par la Brigade des Sapeurs-pompiers de la préfecture de paris (BSPP) le 16 septembre 2025 et par l'Agence Régionale de la Santé (ARS) le 8 septembre 2025 sur le projet présenté par la société SOGEPP,

**Considérant** que dans son avis rendu le 25 septembre 2025 la Mission Régionale de l'Autorité Environnementale (MRAe) ne formule aucune observation sur le projet présenté par la société SOGEPP,

**Considérant** que la société SOGEPP :

- exploitera son dépôt pétrolier conformément aux informations contenues dans la dernière version de son dossier de demande d'autorisation environnementale,
- qualifie les impacts environnementaux du projet « pétrole brut » de faibles ou négligeables dans son dossier de demande d'autorisation environnementale,

**Considérant** que la dernière version de l'étude de dangers du 29 avril 2025 relative au projet « pétrole brut », et intégrée au dossier de demande d'autorisation, rend compte de l'analyse menée sur l'identification des risques et de leurs conséquences ainsi que sur l'évaluation du niveau de maîtrise des risques,

**Considérant** que les éléments fournis par l'exploitant sont considérés comme suffisants pour permettre la validation de la démarche d'appréciation de la maîtrise des risques,

**Considérant** qu'un seul nouveau phénomène dangereux, le boil-over classique, a été identifié dans cette étude de danger,

**Considérant** que le projet ne modifie pas le périmètre du Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) actuel des dépôts pétroliers TRAPIL et SOGEPP à Gennevilliers,

**Considérant** que le projet implique la réception et le stockage puis l'expédition d'un nouveau produit, le pétrole brut, dans le dépôt pétrolier SOGEPP,

**Considérant** que le stockage du pétrole brut se fera dans un réservoir existant (voir l'annexe II confidentielle),

**Considérant que** le projet nécessite la réalisation de travaux sur ce réservoir, pour sa réaffectation en pétrole brut,

**Considérant que** le projet implique l'expédition de pétrole brut par le chargement d'une barge au niveau de l'apponement existant,

**Considérant que** le pétrole brut sera acheminé du poste de chargement des camions au réservoir concerné, puis du réservoir à l'apponement via de nouvelles tuyauteries,

**Considérant qu'il** convient, conformément aux dispositions des articles R.181-45 et R.181-46 du code de l'environnement, d'imposer à la société SOGEPP, des prescriptions techniques complémentaires en ce qui concerne les mesures de maîtrises des risques,

**Considérant** que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies,

**Considérant** qu'il convient de garantir les intérêts protégés par l'article L.511-1 du code de l'environnement,

**Sur proposition** de Monsieur le secrétaire général des Hauts-de-Seine,

## **ARRETE**

### **TITRE 1 : PORTEE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GENERALES**

#### **ARTICLE 1 : BENEFICIAIRE ET PORTEE DE L'AUTORISATION**

L'entreprise SOGEPP, SIRET 410 268 890 00010, dont le siège social est situé à 25 et 27 route du bassin n°6 92230 GENNEVILLIERS est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté et des éventuels actes antérieurs, notamment les arrêtés préfectoraux en date du 3 octobre 1995, du 17 novembre 2022 et du 22 mai 2023, modifiées et complétées par celles du présent arrêté, à poursuivre l'exploitation de ses installations sur le territoire de la commune de Gennevilliers au 27, route du bassin n°6, conformément aux 6 articles du présent arrêté.

La société SOGEPP exploite son site conformément à son dossier de demande d'autorisation environnementale déposé le 10 décembre 2024 et complété le 29 avril 2025.

#### **ARTICLE 2 : MODIFICATIONS ET COMPLEMENTS APPORTEES AUX PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTERIEURS**

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire DCPAT n°2022-203 du 17 novembre 2022 sont abrogées, modifiées ou complétées par le présent arrêté dans les conditions suivantes :

Références de l'arrêté préfectoral antérieur	Références des articles dont les prescriptions sont abrogées, modifiées, complétées	Nature de la modification
Arrêté préfectoral complémentaire DCPAT n°2022-203 du 17 novembre 2022	Article 4	Abrogé et remplacé par l'article 3 du présent arrêté
	Article A1.1 de l'annexe 1	Abrogé et remplacé par le point A1 de l'annexe I du présent arrêté
	Article A2.1 de l'annexe 2	Modifié par l'article A2.1 de l'annexe II du présent arrêté

### **ARTICLE 3 : TABLEAU DE CLASSEMENT DU SITE AU TITRE DES RUBRIQUES DES INSTALLATIONS CLASSEES**

Le tableau de classement mentionné dans l'article 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire DCPAT n°2022-203 du 17 novembre 2022 est remplacé par le tableau de classement ci-dessous, complété par les informations à diffusion restreinte mentionnées au point A1 de l'annexe 1 du présent arrêté :

Rubrique	Régime*	Libellé de la rubrique (activité)	Volume autorisé au NH**
1434.2	A	Installations de chargement ou déchargement desservant un stockage de liquides inflammables soumis à autorisation	-
4734.2	A – Seveso seuil haut	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant 2. Pour les autres stockages : a) Supérieure ou égale à 1 000 t : A b) Supérieure ou égale à 100 t d'essence ou 500 t au total, mais inférieure à 1 000 t au total : E c) Supérieure ou égale à 50 t au total, mais inférieure à 100 t d'essence et inférieure à 500 t au total : DC <i>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 2 500 t</i> <i>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 25 000 t</i>	Voir annexe I
4331.1	A	Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant 1. Supérieure ou égale à 1 000 t : A 2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 1 000 t : E 3. Supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 100 t : DC <i>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 5 000 t</i> <i>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 50 000 t</i>	Additifs : 128 m³, soit 119 t Éthanol : 2 776 m³, soit 2 193 t  soit un total de 2 312 t
4511.1	A	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 200 t : A 2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 200 t : DC <i>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 200 t</i> <i>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 500 t</i>	Additifs : 128 m³, soit 119 t Pétrole brut 1 015 m³, soit 922 t  soit un total : 1 041 t

\* Régime A : Autorisation ; \*\*NH : Niveau Haut.

La quantité maximale autorisée pour la rubrique 4734.2 est précisée à l'article A1 de l'annexe I du présent arrêté.

L'établissement relève du statut « seuil haut » au titre des dispositions de l'arrêté ministériel du 26/05/14 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement.

L'établissement est classé Seveso seuil haut par dépassement direct d'un seuil pour les rubriques 4734.2 et 4511.1, tel que défini au point I de l'article R.511-11 du code de l'environnement.

#### **ARTICLE 4 : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES COMPLEMENTAIRES**

Les prescriptions techniques complémentaires imposées à l'exploitant sont listées à l'article A2.2 de l'annexe II au présent arrêté et sont classées confidentielles conformément à l'instruction du gouvernement du 12 septembre 2023 relative à la mise à disposition d'informations potentiellement sensibles pouvant faciliter la commission d'actes de malveillance dans les installations classées pour la protection de l'environnement.

#### **ARTICLE 5 : MISE A JOUR DES PROCEDURES D'URGENCE**

L'exploitant mettra à jour le Plan d'Opération Interne (POI) de l'établissement, avant le début de l'exploitation du pétrole brut dans le dépôt, afin d'y intégrer le nouveau scénario de boil-over classique.

Une fois cette mise à jour réalisée, un exemplaire sera transmis au préfet des Hauts-de-Seine. Un exemplaire papier et une version numérique seront transmis à l'Inspection des Installations Classées.

Par ailleurs, l'exploitant intégrera les scénarios relatifs au réservoir réaffecté en pétrole brut dans le système de défense contre l'incendie du site.

#### **ARTICLE 6 : CONFIDENTIALITE DES DONNEES**

Les dispositions spécifiques concernant la nature précise de certaines substances dangereuses manipulées ou stockées sur le site, notamment la quantité susceptible d'être stockée, et classées sous certaines rubriques nommément désignées sont reprises en annexe I du présent arrêté. Elles sont classées non communicables mais peuvent être consultées selon des modalités adaptées et contrôlées, conformément à l'instruction du gouvernement du 12 septembre 2023 relative à la mise à disposition d'informations potentiellement sensibles pouvant faciliter la commission d'actes de malveillance dans les installations classées pour la protection de l'environnement.

Certaines informations particulièrement sensibles vis-à-vis de la sûreté sont reprises en annexe II du présent arrêté et sont non communicables, conformément aux dispositions particulières de l'article L.124-4 du code de l'environnement.

### **TITRE 2 : DISPOSITIONS FINALES**

#### **ARTICLE 7.1 : CADUCITE**

Le présent arrêté cesse de produire effet lorsque le projet n'a pas été mis en service ou réalisé dans un délai de trois ans à compter du jour de sa notification, sauf cas de force majeure ou demande justifiée et explicitement acceptée de prorogation de délai.

Le délai mentionné ci-dessus est suspendu jusqu'à la notification au bénéficiaire de l'autorisation environnementale :

- 1° d'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre l'arrêté d'autorisation environnementale ou ses arrêtés complémentaires ;
- 2° d'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre le permis de construire du projet ou la décision de non-opposition à déclaration préalable ;

3° d'une décision devenue irrévocable en cas de recours devant un tribunal de l'ordre judiciaire, en application de l'article L. 480-13 du code de l'urbanisme, contre le permis de construire du projet.

## **ARTICLE 7.2 : DELAIS ET VOIES DE RECOURS**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Cergy-Pontoise :

1° par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

L'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci au préfet des Hauts-de-Seine et au titulaire de la présente autorisation. Cette notification doit être effectuée dans les mêmes conditions en cas de demande tendant à l'annulation ou à la réformation d'une décision juridictionnelle relative au présent arrêté.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

### **1° Adresse postale du bénéficiaire de la décision :**

Société SOGEPP, 25-27, route du Bassin n°6, 92230 Gennevilliers.

### **2° Adresse postale de l'auteur de la décision :**

Monsieur le Préfet des Hauts-de-Seine, Direction de la Citoyenneté et de la Légalité, Bureau de l'environnement, des installations classées et des enquêtes publiques, 167-177, avenue Joliot-Curie, 92013 Nanterre Cedex. »

## **ARTICLE 7.3 : PUBLICITE**

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Gennevilliers, lieu d'implantation du projet et peut y être consultée.

Un extrait du présent arrêté est affiché à la mairie de Gennevilliers, lieu d'implantation du projet pendant une durée minimum d'un mois ; le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire.

Le présent arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R. 181-38 du code de l'environnement.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture des Hauts-de-Seine pendant une durée minimale de quatre mois.

L'affichage et la publication mentionnent l'obligation de notifier tout recours administratif ou contentieux au préfet des Hauts-de-Seine ou au titulaire de l'autorisation, à peine, selon le cas, de non-prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.

#### **ARTICLE 7.4 : EXECUTION**

Le Secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine, la Directrice régionale de l'environnement de l'aménagement et des transports d'Île-de-France et le maire de la commune de Gennevilliers sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au Maire de Gennevilliers et à la société SOGEPP.

Le préfet,

Pour le préfet et par délégation,  
la sous-préfète,  
secrétaire générale adjointe

Stéphanie MARIVAIN